

20.01.2015 – 13:52 Uhr

Congé d'adoption : Une mesure de politique familiale peu coûteuse à adopter

Bern (ots) -

Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, soutient l'initiative parlementaire du démocrate-chrétien tessinois Marco Romano qui demande qu'un congé d'adoption de 12 semaines soit accordé aux parents adoptant des enfants de moins de quatre ans. L'objet est traité demain par la commission parlementaire du Conseil national.

Les membres de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique CSSS du Conseil national ont reçu aujourd'hui un courrier de Travail.Suisse les encourageant à accepter l'initiative parlementaire déposée par le démocrate-chrétien Marco Romano.

L'adoption ne doit plus être le parent pauvre des mesures de politique familiale de notre pays. Adopter un enfant est un geste de générosité magnifique, qu'il convient d'encourager ou, à tout le moins, de ne pas freiner. L'adoption d'un enfant – par nature déraciné – prend du temps. Les premières semaines sont déterminantes pour assurer un bon départ à la nouvelle famille et favoriser le climat de confiance indispensable à l'enfant. Or actuellement, aucun des deux parents n'a le droit de bénéficier du temps payé nécessaire à cet accueil, à moins de travailler par un employeur généreux.

Le congé d'adoption tel que le propose l'initiative parlementaire est égalitaire car elle prévoit que père et mère se répartiraient librement 12 semaines de congé payé par les allocations pour perte de gains APG.

La mesure discutée demain à la CSSS du Conseil national n'engendre que peu de frais supplémentaires : avec une centaine d'adoptions exo-familiales d'enfants de moins de 4 ans par année seulement, c'est seulement un million de francs supplémentaire qui serait à la charge de l'assurance.

La Suisse a les moyens de combler cette lacune parmi ses mesures de politique familiale. La situation de l'assurance APG est saine, son capital est en constante augmentation. En outre, la Suisse s'illustre comme le mauvais élève au niveau international : elle n'investit que 1,3% de produit intérieur brut en faveur des familles, alors que la moyenne des pays de l'OCDE s'affiche à 2,2%. Notre pays pourrait investir 4,5 milliards de plus chaque année pour égaler cette moyenne, de quoi financer le congé d'adoption et d'autres congés parentaux.

Contact:

Valérie Borioli Sandoz, Responsable Politique de l'égalité
079 598 06 37

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100767395> abgerufen werden.